

MALGRÉ L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT POUR ARRÊTER LA GRÈVE

Pas de levée de sanctions pour les grévistes d'Air Algérie

Les grévistes du personnel navigant commercial sanctionnés par la direction générale de la compagnie nationale Air Algérie n'ont pas pu réintégrer leurs postes hier. Beaucoup d'entre eux ont été sommés de quitter l'aéroport et de revenir «ultérieurement» puisque les décisions de reprise ne sont pas encore effectives. L'administration est fermée.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Les vols d'Air Algérie reprenaient hier dans la confusion avec des retards et des milliers de passagers désorientés et impatients. L'arrêt de la grève n'a, visiblement, pas mis fin à l'anarchie dans les aéroports. «C'est normal ! Les PNC licenciés n'ont pas pu réintégrer leurs postes. Au départ d'Alger et d'Oran, de petits fonctionnaires sommaient les hôtesses d'accueil, les chefs de cabine et les stewards qui voulaient reprendre le travail de revenir ultérieurement, après le week-end, puisqu'ils n'ont pas été programmés !», affirme étonné Nazim Maiza, l'un des quatre délégués élus par la base. Ainsi, la levée des sanctions du personnel sanctionné ne peut être tranchée et effective qu'à partir de demain dimanche. Les grévistes ont du mal à expliquer cette situation. «Je viens d'appeler la direction des opérations et d'apprendre qu'il n'y a personne ! Que font les responsables ? Où sont-ils ? Faut-il attendre jusqu'à dimanche ? C'est du sabotage. Si nous avions eu notre propre direction, ça aurait été réglé», souligne Nazim Maiza.

Après quatre jours de grève, la décision d'arrêter la protestation a été prise jeudi suite à l'intervention

du Premier ministre Ahmed Ouyahia et à la médiation de Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA. «Sidi Saïd était venu au nom du gouvernement avec des promesses. Nos intentions sont bonnes, nous avons donc accepté d'arrêter la grève et de négocier. Nous croyons en notre Etat. Si l'on nous ment, cela nous dépasse», estime Nazim Maiza. Jeudi, le bureau du Premier ministre s'était engagé à lever toutes les sanctions contre les grévistes, à annuler toutes les décisions de licenciement contre les meneurs, à renouer le dialogue et à lever tous les blocages. Des engagements pris par le gouvernement et non par la direction générale de la compagnie aérienne. «Les négociations reprendront demain avec les quatre délégués élus par la base. Il faut savoir que la grève n'est chapeautée par aucun syndicat des PNC», soutient Nazim Maiza.

Semer la tempête...

La situation est loin de se calmer. Le personnel navigant commercial n'arrive plus à comprendre ce qui se passe. L'intervention de Mohamed-Salah Boulouf, le P-dg d'Air Algérie sur la radio nationale, hier, a excité la colère des gré-



Anarchie totale dans les aéroports malgré la fin de la grève.

vistes. «Le précédent P-dg, Abdelwahid Bouabdallah, nous a avoué qu'il ne recevait pas tout notre courrier. C'est peut-être le cas avec l'actuel P-dg. A entendre son discours, on se dit qu'il est dans une bulle et pas au fait de toutes nos revendications».

Nazim Maiza indique encore que le personnel navigant commercial (PNC) n'a jamais exigé une augmentation de 180% et ne s'est jamais comparé aux commandants de bord et aux pilotes considérés comme personnel navigant technique. «Certains veu-

lent semer la zizanie entre nous et nos collègues avec ces informations mensongères. Je ne sais pas d'où le P-dg a eu ces informations ? Nous nous ne comparons pas au personnel navigant technique mais voulons seulement être payés comme un personnel navigant commercial, c'est notre statut. Cela se passe dans toutes les compagnies du monde».

Avec des difficultés

Hier, neuf vols de la compagnie ont été programmés à l'aéroport

d'Orly où il restait 1 600 voyageurs à acheminer. A Roissy, deux vols pour Alger et un pour Oran étaient prévus. Il restait encore entre 300 à 450 voyageurs bloqués.

En début de matinée, les enregistrements sur les vols d'Air Algérie ont repris dans une certaine confusion à Orly où des centaines de personnes se pressaient devant les comptoirs de la compagnie. Une soixantaine de passagers avaient passé la nuit sur place.

A Marseille, les vols d'Air Algérie devaient reprendre également mais avec des retards à prévoir. Les passagers avaient la possibilité d'échanger leur réservation pour des billets de bateau.

A Nice, 100 à 130 personnes qui devaient partir pour Constantine jeudi n'ont pas pu embarquer, leur vol ayant été annulé dans la soirée. 48 d'entre elles, pour la plupart des personnes âgées avec beaucoup de bagages qui ne voulaient pas quitter l'aéroport, ont dormi dans l'aérogare. Air Algérie a assuré que tous les vols programmés pour hier seront assurés, a affirmé le directeur des opérations au sol de l'aérogare d'Alger, Toubal Seghir Réda. Hier matin, à l'aéroport international d'Alger, le premier avion a décollé à 7h30 vers Paris. De longues files d'attente s'étaient formées devant les guichets d'embarquement.

«La situation devrait s'améliorer à mesure que le flux des voyageurs diminue», explique-t-on.

I. B.

L'ABSENCE DE COMMUNICATION ET LE MÉPRIS AFFICHÉ PAR LES AUTORITÉS DIPLOMATIQUES ALGÉRIENNES DÉNONCÉS

La colère des voyageurs à Orly

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Les voyageurs peuvent dire un grand ouf. Tous ne condamnent pas les grévistes, disent les comprendre ; mais tous sont sidérés de n'avoir vu aucune autorité algérienne en France prendre en considération la galère qu'ils ont vécue.

S'il y avait une chose à retenir de la grève du personnel navigant d'Air Algérie, ce serait incontestablement le silence radio observé par des autorités algériennes en France et notamment le premier d'entre eux, l'ambassadeur - qui n'a même pas pris la peine de s'enquérir sur place du calvaire que vivaient les voyageurs algériens abandonnés à leur triste sort, avec pour seul interlocuteur le personnel d'Air Algérie qui communiquait comme il le pouvait et selon les affrètements d'avions qui se concluaient.

Avec comme seule autorité présente à Orly, par exemple, et c'est une honte, le ministre français des Transports et le préfet du Val-de-Marne, venus, eux, faire le point de la situation. Quoi que l'on puisse penser des motivations de ces visites - certains diront c'était la belle aubaine de mettre à l'index encore notre pays - ces deux représentants de l'Etat français étaient aussi là en

hommes responsables venus s'enquérir du développement d'un conflit ayant créé la pagaille sur «leur territoire».

Lors de notre visite à l'aéroport d'Orly jeudi en fin d'après-midi, soit au quatrième jour de grève, les voyageurs, nombreux mais relativement plus calmes que la veille, ont tous déploré l'absence d'information.

Ali, qui s'apprêtait, en compagnie de son épouse et de ses trois enfants, à prendre le vol en partance sur Alger - affrété par Air Algérie à la compagnie Air France, regrette une seule chose : «Je ne suis absolument pas contre la grève et nous qui vivons ici, nous y sommes souvent confrontés.

Mais comment expliquez-vous qu'aucune information ni image n'ait été donnée par Canal Algérie sur le sort des voyageurs, sur les négociations - y en a-t-il ou pas ? - sur les moyens que compte mettre la compagnie pour alléger la souffrance des passagers.»

Sa voisine, partant non accompagnée, a le propos plus acerbe : «Je peux vous dire, moi, qu'ils ont parlé de la grève mais en montrant des voyageurs arrivés à Alger pour faire croire que le problème de la grève est terminé et que les gens sont contents du pays et de ses responsables.» Et de poursuivre : «Cela fait 20 ans que c'est la galère pour notre retour en été.»

Et lorsque nous lui demandons pourquoi elle voyage sur AA, elle nous rétorque :

«Une stupide habitude.» Nous cherchons à rencontrer le chef d'escale qui nous fait dire qu'il nous recevra dès qu'il aura terminé, et finalement nous renouons, l'intéressé étant en conclave avec le délégué général pour planifier et répartir les vols suivants. C'est Khaled Amara, responsable commercial, qui répond à nos questions, après avoir annoncé au mégaphone aux voyageurs : «Les voyageurs de la 1009 sont priés de se présenter à l'enregistrement.»

Des oufs de soulagement et une petite bousculade vite réglée par un cordon policier impressionnant. «Quasiment tous les voyageurs réservés pour ce jour (le 14 juillet, ndlr) partiront aujourd'hui», nous dira le commercial de AA. Et ceux qui devaient partir hier ? C'est par eux que la compagnie a commencé sur des vols affrétés par Aigle Azur, Air France, la compagnie turque ou encore une compagnie filiale low cost de Tunis Air.

S'il est vrai que les problèmes semblent se régler au fur et à mesure et que la pression chez les voyageurs est à peine perceptible, les problèmes demeurent quant au cauchemar vécu par les citoyens algériens depuis le début de semaine. Lorsque nous évoquons le manque de prise en charge des voyageurs laissés à leur triste sort lors des trois premiers jours de grève, M^{me} Aldjia Latreche, qui coordonne l'ensemble des opérations AA sur Orly durant cette grève,

nous répond : «Il a été dit que la Croix-Rouge offrait des repas, il faut que cela soit rectifié : pour ce qui est des prestations de bouche, c'est Air Algérie qui commande et paie les sandwiches et l'eau auprès du traiteur et comme nous ne sommes pas très nombreux à AA Orly et que nous nous sommes retrouvés le premier jour de grève avec près de 1 000 voyageurs, la Croix-Rouge, comme les policiers d'ailleurs, nous ont aidés à la distribution de ces vivres.»

Quant aux lits de fortune installés au 4^e étage, c'est ADP qui s'en est chargé, mais évidemment c'est AA qui financera. Sachant que cette responsable en tant normal est chargée de la sécurité, nous l'interrogeons sur le pourquoi de la visite - pour la deuxième fois - du préfet du Val-de-Marne : «Le préfet est le patron suprême de l'aéroport. C'est toujours sous l'autorité du préfet que l'aéroport fonctionne.»

Quant à savoir s'ils ont reçu la visite de l'ambassadeur d'Algérie, elle eut cette réponse diplomatique d'une femme avisée : «Je ne sais pas s'il est venu ou pas.» L'on sait, quant à nous, que c'est dans une indifférence totale qui frôle le mépris que l'ambassade a fonctionné - pas du tout fonctionné d'ailleurs - lors de ce conflit.

Dès lors, comment s'étonner que la presse française fasse de ce conflit ses choux gras ?

K. B.-A.